

Thème 3 - Puissances et tensions dans le monde de la fin de la Première Guerre mondiale à nos jours

Séquence 3 - Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre mondiale

Le Moyen-Orient est une expression issue de la diplomatie britannique née au tournant du XX^e siècle. (*Cartes p. 258-259*)

La notion de « **Moyen-Orient** » était utilisée par les **Britanniques pour désigner la zone médiane reliant 2 pôles de l'empire colonial, l'Inde et l'Afrique**. Le **Middle East** est la région qui fait la **jonction entre les 2** et que le RU convoite pour sécuriser les points de passage de ses navires. Cette notion regroupe l'ensemble des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Ouest, de la Turquie à l'Iran, voire l'Afghanistan, du sud du Caucase à la péninsule arabique. La **terminologie française** emploie plutôt l'expression de « **Proche-Orient** », qui désigne de manière plus stricte la **bordure méditerranéenne de l'Asie** (de la Turquie à l'Égypte).

Depuis la **fin de la 1^o GM**, le **Proche et le Moyen-Orient** sont une **zone de tensions permanentes** et de conflits aux origines multiples et souvent enchevêtrées.

Région carrefour et riche en pétrole, berceau des 3 monothéismes, elle est au **cœur de rivalités internationales** entre grandes puissances qui ont toujours cherché à imposer leur présence politique, économique et militaire. Longtemps **dominé par le conflit israélo-arabe**, le MO a vu se développer de **nouvelles formes de conflictualités** depuis la fin de la GF, constituant ainsi une **menace permanente pour la sécurité internationale**.

Le Moyen-Orient depuis la Grande Guerre a été ainsi le **reflet des tensions et des conflits qui définissent le monde contemporain**: impérialisme, nationalisme, violence génocidaire, décolonisation, guerre froide, tiers-mondisme, intégrismes religieux, terrorisme, inégalités de développement... tout cela se retrouve dans cette partie du monde.

Pourquoi le MO est-il un foyer de conflit qui s'inscrit dans la durée et pourquoi a-t-il une résonance dans le monde entier ?

I- UNE REGION AUX ENJEUX MULTIPLES

A- Des ressources convoitées

1° - Une position stratégique

L'importance du MO tient d'abord à sa **situation géographique**. **Carrefour** entre la **Méditerranée** et l'**océan Indien**, à la **jonction de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie**, la région est depuis l'Antiquité, un **lieu de contacts et d'échanges**, mais aussi de **rivalités** et d'affrontements.

Le **canal de Suez**, réalisé par Ferdinand de Lesseps, entre **1859-1869**, **accroît l'intérêt** stratégique de la région.

Au centre, on trouve **5 États** : **Irak, Syrie, Jordanie, Liban et Israël**, où se concentrent au XX^es les guerres et les conflits. **3 grands pays**, les plus peuplés du MO **les encadrent** : **Égypte à l'ouest, Turquie au nord et Iran à l'est**.

Au sud, la **péninsule arabique** forme un ensemble à part, aux caractéristiques propres.

2° - Le pétrole

Le pétrole est la **principale richesse** du MO qui assure **environ 30%** de la production mondiale et détient les **2/3 des réserves estimées**. L'exploitation a commencé dès la 1^{re} moitié du XX^es, et à partir de 1945, le **contrôle des grandes zones de production** devient un **objectif essentiel de la politique étrangère des puissances industrielles**. Elles nouent ainsi des **liens privilégiés** avec les pays producteurs et **contrôlent la production** par le biais des **majors**, sociétés pétrolières géantes.

La volonté des États de la région de **reprendre le contrôle de cette richesse** devient alors une **source de tensions**. Après l'**Iran en 1951**, les États producteurs **recupèrent peu à peu la propriété** de leurs gisements en créant des **compagnies nationales d'État (Irak 1972, Arabie Saoudite 1976)**. La création de l'**OPEP** (pays exportateurs du MO, Afrique, Amérique latine) en **1960** puis de l'**OPAEP** (pays arabes exportateurs) montre la volonté des États exportateurs de **s'organiser pour contrôler davantage les prix** du pétrole. Lors de la **guerre du Kippour en 1973**, les États arabes décident d'**utiliser l'arme pétrolière** en augmentant les prix pour **faire pression sur les alliés d'Israël**.

L'importance stratégique du pétrole a également joué un rôle essentiel dans les interventions EU lors **des guerres du Golfe (1991 et 2003)**.

Le pétrole est aussi un **facteur de déséquilibres régionaux** entre les pays qui en sont dépourvus et les pays producteurs regroupés au sein de l'OPEP, dont certains, comme la plupart des monarchies de la péninsule arabique, ont fondé tout leur développement sur cette richesse.

C'est enfin un **facteur de conflits**, lorsqu'il s'agit de **fixer les prix de vente du baril** ou lorsque **plusieurs États se disputent la propriété des gisements** : le **pétrole du Koweït, convoité par l'Irak, est le 1^{er} enjeu de la guerre du Golfe en 1990-1991**.

Si on ne peut **pas véritablement parler de guerre pour le pétrole**, celui-ci a **lourdement pesé** dans tous les conflits qui ont affecté le MO.

Le MO dispose en outre de **40% des réserves mondiales de gaz**. L'Iran et le Qatar en sont les principaux producteurs.

3° - L'eau, une richesse rare

Carte 2 p. 275 : La question de l'eau

Cette carte est destinée à compléter la question des hydrocarbures dont les enjeux sont surtout internationaux. La question de l'eau est locale, et pourtant elle fait l'objet de compétitions très violentes.

En effet, les cours d'eau servent non seulement à l'agriculture et à l'approvisionnement des villes, mais aussi la force motrice de l'eau sert à la production d'hydro-électricité. La construction de barrages pour la production d'électricité a aussi des conséquences sur les possibilités d'irrigation en aval.

Entre Israël et la Palestine, l'eau est un enjeu important, et la carte montre d'une part comment les autorités israéliennes accaparent les ressources en eau du Jourdain, d'autre part l'importance du Golan comme château d'eau.

Réponse à la question

La répartition des ressources en eau est un enjeu politique car elle permet le développement de l'agriculture, ou au contraire sa disparition, et par voie de conséquence la disparition des agriculteurs qui ne peuvent survivre sans elle. La maîtrise des ressources hydriques ou hydrauliques constitue un moyen de contrôle des populations.

Le **milieu naturel est globalement contraignant** : **déserts chauds ou froids, hauts plateaux et montagnes** qui sont longtemps apparus comme un refuge aux peuples persécutés (au Liban, en Irak, en Turquie).

Dans un **milieu naturel globalement aride**, l'eau est une **ressource rare, inégalement répartie** et **disputée**. L'**accroissement démographique très rapide** des pays de la région, le **développement de l'urbanisation** et des **cultures irriguées** rendent les **besoins toujours plus importants**. Les **nappes souterraines** sont **polluées et surexploitées**. Les **grands fleuves**, qui font l'objet d'**aménagement hydrauliques**, voient leur **débit se raréfier**.

Les eaux du **Tigre et de l'Euphrate** sont ainsi l'objet de **tensions permanentes** entre la **Syrie, l'Irak et la Turquie** (projet GAP, cf. *émission du Dessous des Cartes sur le projet GAP*) qui en contrôle les sources et a multiplié les barrages à ses frontières. Celles du **bassin du Jourdain** sont disputées par la **Syrie, la Jordanie et Israël**.

Les **terres fertiles**, où se **rassemblent les populations** sont **rare**s et d'autant plus **convoitées** : vallées du Nil et du Jourdain, du Tigre et de l'Euphrate, littoral méditerranéen.

B- Des enjeux culturels

1° - Les peuples

3 grands peuples composent l'essentiel du MO :

- les **Perses** (ou Iraniens), **65 millions**
- les **Arabes**, les plus nombreux, **190 millions**
- les **Turcs**, **60 millions**

Ils ont, au cours des siècles **successivement imposé leur domination sur la région**, ce qui continue de nourrir des **visions de l'histoire antagonistes** où chacun met en avant sa gloire passée.

Les **Kurdes** (**25 à 30 millions**) forment une **minorité présente dans 4 pays** (Turquie, Iran, Irak et Syrie), mais ils sont **sans État** et régulièrement **victimes de discriminations** et de **persécutions**.

Quant aux **Juifs** (**5,5 millions**), leur nombre actuel résulte pour l'essentiel d'une **immigration récente en Palestine** qui commence au début du XX^es et qui **se heurte très vite aux populations arabes** de la région. La **terre** est ainsi le **principal enjeu** des guerres israélo-arabes comme du conflit israélo-palestinien.

2° - La diversité religieuse

Le MO est le **berceau des 3 religions monothéistes** : judaïsme, christianisme et islam. Il abrite les **2 grandes villes saintes de l'islam** : La Mecque et Médine, ainsi que **Jérusalem, ville sainte commune aux 3 religions**.

Les **Musulmans** sont de très loin **les plus nombreux** : ils sont **divisés entre sunnites** (*branche majoritaire de l'islam qui se réfère au Coran complété par la Sunna, tradition, et qui reconnaissent l'autorité du calife*), **majoritaires** et **chiïtes**, en Irak, Iran et au Liban (*qui considèrent comme illégitimes les successeurs du calife Ali, gendre de Mahomet assassiné en 661 et qui possèdent un clergé hiérarchisé*) et comptent aussi un **certain nombre de minorités** comme les **druzes** ou les **kharidjites**.

Les **Chrétiens**, **environ 10 millions** sont **dispersés en 11 communautés**, dont les unes reconnaissent l'**autorité de Rome** (**maronites du Liban**) et les autres forment des **Églises autonomes de rite orthodoxe** (les **coptes en Égypte**).

Les **Juifs**, autrefois dispersés dans le MO sont **maintenant en Israël**.

3° - Islam et politique

Au XX^es, s'est imposé dans le monde musulman, **péninsule arabique exceptée**, le **modèle occidental de l'Etat-nation laïque**, pour qui **l'islam reste une religion, contrôlée par l'État** mais dont les **préceptes n'interfèrent pas dans la vie politique**. C'est le cas de la **Turquie dès l'entre-deux-guerres**, puis de **l'Égypte, l'Irak, la Syrie** à partir des années 1950-1960. Ces pays ont mis en place des **régimes autoritaires** qui **s'en prennent** durement **aux islamistes** (*l'islamisme est une doctrine qui veut faire de l'islam, à travers ses textes saints, le Coran et les hadiths, récits de la vie du prophète, le fondement idéologique de la vie politique et sociale ainsi que de la législation du pays*).

A partir des **années 1930**, **se développent des mouvements islamistes**, dont **les Frères Musulmans en Égypte**, qui font une **lecture politique de l'islam** et veulent **réformer** l'ensemble du monde musulman (l'**umma**) en faisant du **Coran la source unique de la législation**, de la **vie politique économique et sociale**. Ces mouvements qui s'appuient sur le **rejet grandissant des idéologies et des modes de vie occidentaux**, entrent en **conflit avec les régimes dictatoriaux au pouvoir**. En **1979**, en Iran, la **révolution** menée par l'**ayatollah Khomeiny** renverse le gouvernement du shah et instaure une **république islamique intransigeante et autoritaire**.

C- 1918-1948 : Une région sous influence étrangère

1° - Une région déstabilisée après la 1° GM

Au XVI^s, les Turcs ottomans unifient sous le même pouvoir politique la mosaïque de peuples habitant le MO, à l'exception de la Perse. Le Sultan, protecteur de l'ensemble des musulmans, Turcs et Arabes, laisse une certaine autonomie aux autres communautés religieuses.

Au XIX^s, l'autorité de l'empire ottoman recule : l'Égypte obtient une autonomie de fait et, dans la péninsule arabique, les Saoud montrent des ambitions politiques. Dans cette région très convoitée, les puissances européennes profitent alors des difficultés financières de l'État ottoman pour intervenir, sous couvert de la protection des communautés non-musulmanes et des dynasties locales.

L'Empire ottoman entre en guerre contre l'Entente en 1914. La France et la GB projettent alors son partage (Accords Sykes-Picot 1916). Cherchant des soutiens dans ce conflit, les Britanniques font des promesses territoriales contradictoires, aux chefs arabes et à l'Organisation sioniste (*sionisme : mouvement fondé à la fin du XIX^s par des juifs européens militant pour la création d'un État juif en Palestine*).

L'Empire ottoman est vaincu en 1918. Dès 1916, ses possessions au PO ont été conquises par les Britanniques, aidés par la révolte des tribus arabes.

La 1° GM marque au MO l'émergence et l'expression du nationalisme arabe. Les Britanniques promettent leur soutien à l'émir Fayçal Ibn Hussein, qui défend la création d'un grand royaume arabe englobant la Syrie, la Mésopotamie (Irak), la Palestine, l'Arabie. (*fils du chérif de la Mecque, mène la grande révolte arabe contre les Ottomans. Chassé de Syrie en 1920 par les Français, il devient roi d'Irak en 1921 et mène son pays vers l'autonomie en 1932*).

Le droit à l'autodétermination des peuples défendu par le président EU Wilson encourage d'autres projets nationalistes : le sionisme, l'unification de la péninsule arabique par Ibn Saoud, la création d'une Turquie laïque par Mustafa Kemal, la naissance d'un État kurde indépendant...

2° - Des frontières imposées par les Européens...

L'Empire ottoman est partagé par le traité de Sèvres de 1920.

Document 1 p. 261 : De l'Empire ottoman aux Empires coloniaux.

La fin de la Première Guerre mondiale se caractérise par le démembrement de l'Empire ottoman et par la mise en place des mandats. Les Anglais se taillent la part du lion, en ajoutant la Palestine jusqu'à l'Irak à leur zone d'influence qui comprenait déjà l'Égypte, le Soudan anglo-égyptien et les rivages méridionaux de la péninsule Arabique. L'importance stratégique des détroits apparaît dans le contrôle de Djibouti par les Français.

Réponses aux questions

1. Le grand Empire ottoman, aux frontières floues est fragmenté en États séparés par des frontières linéaires.
2. Le début du XXe siècle voit la domination nouvelle des empires coloniaux européens sur le Proche et Moyen-Orient : France, Grande-Bretagne, Italie qui se partagent la région pour mieux régner.

Le MO arabe est partagé entre la Frce et la GB, malgré la promesse britannique de créer un grand royaume arabe unifié. Malgré l'opposition EU, la SDN avale en 1922 ce partage et donne **mandat aux 2 puissances européennes** (*tutelle sur un territoire octroyée par la SDN à une grande puissance, avec mission pour celle-ci de les administrer temporairement et de les conduire à l'indépendance*).

La Frce reçoit un **mandat sur la Syrie**, dont elle **détache aussitôt le Liban** pour satisfaire ses **protégés chrétiens**. La **Syrie est partagée en 5 États**. Ces décisions **accentuent les divisions de la région**. La **GB** obtient un **mandat sur la Palestine et la Mésopotamie** (Transjordanie et Irak) tout en continuant d'exercer son **influence sur l'Égypte et les émirats du Golfe**. Ses **intérêts stratégiques** sont **préservés**, la **route des Indes est sécurisée** et son **approvisionnement pétrolier assuré**.

Pendant l'**entre-deux-guerres**, de **nouvelles élites émergent**, ainsi qu'**une classe moyenne** et des **villes** qui deviennent le **centre de la vie économique et politique**. Se met en place une **classe politique instruite et moderne, formée souvent en Europe**, qui rédige les constitutions et **tente d'installer des régimes parlementaires pluralistes**. La **presse est florissante**, les **partis politiques** se multiplient, l'**accès à l'éducation** se renforce... Les villes, notamment **Beyrouth, Damas, Bagdad, Jaffa, Alexandrie, Le Caire**... deviennent des **capitales intellectuelles et culturelles importantes**.

3° - ... et rejetées par les mouvements nationalistes

Les frontières ainsi **tracées**, qui correspondent **globalement aux frontières actuelles**, le sont de **façon artificielle, sans tenir compte des aspirations des peuples, pour répondre aux aspirations stratégiques françaises et britanniques, sur fond de rivalités pétrolières**.

Les nouvelles frontières sont **refusées par des mouvements nationalistes de la région**. Mustafa Kemal **reconquiert par les armes l'ensemble de l'Anatolie** (*péninsule située à l'extrémité occidentale de l'Asie*) et obtient une **révision des frontières au traité de Lausanne en 1923**. La **Turquie moderne** est donc **limitée à l'Anatolie** (*occidentale et orientale*) et la **Thrace orientale** (*sur le continent européen au-delà de la mer de Marmara. Le reste de la Thrace appartient*

à la Roumanie et à la Grèce). **Carte p.258**

Le **RU et la Frce** administrent leurs mandats **comme des colonies**. Des **révoltes arabes** éclatent **contre la GB en Irak et en Égypte**. Les **nationalistes syriens** sont **défaits par les Français** en **1920** qui **répriment violemment** en **1925-1927** une **nouvelle révolte** menée par la communauté druze et n'hésitent pas à **bombarder Damas**.

La **GB autorise** finalement l'**indépendance de l'Égypte en 1922**, de l'**Irak en 1932** et de l'**Arabie saoudite en 1932** tout en gardant sur ces nouveaux États **une forte tutelle** (bases militaires, larges participations économiques et financières).

4° - Les difficultés du mandat britannique en Palestine

La **Palestine** accueille, à partir de la **fin du XIX^os**, **plusieurs vagues d'immigration juive** : **les alyas**. L'**antisémitisme**, stimulé par l'essor des nationalismes, se manifeste par des **pogroms** en **Russie et en Europe de l'Est**, où réside la majeure partie des **Juifs d'Europe**.

A la **suite de l'affaire Dreyfus**, **Théodore HERZL crée le mouvement sioniste**. Le sionisme est un mouvement politique qui veut créer un État juif en Palestine. En **1917**, le **gouvernement anglais** publie la **Déclaration Balfour** par laquelle il reconnaît les sionistes et il **les autorise à créer en Palestine un « Foyer National Juif »**.

Une **importante immigration juive** se met en place et l'**édification d'un « foyer juif » en Palestine est rapide**. Les **Juifs**, avec le **soutien de l'administration anglaise** mettent en place des **structures importantes** : des écoles, des hôpitaux, une université, une force armée. Ils **achètent massivement des terres** où ils **construisent des villages** (les Kibboutzim) qui **fonctionnent de façon autonome, et où ils n'embauchent que de la main d'œuvre juive**.

Entre **1919 et 1939**, **plus de 300 000 immigrants juifs s'installent en Palestine**.

Cette politique entraîne une **série de révoltes des Arabes de Palestine** qui ne voient dans les migrants juifs que des **intrus européens, des colonisateurs**. La **grande révolte arabe de 1936 à 1939** montre que **tout compromis est impossible**. Pourtant, la **GB**, puissance mandataire, **promet un futur État unitaire avec une immigration contrôlée, en 1939**. Mais la **tension reste forte** et les **violences ne cessent pas**.

5° - La 2° GM et ses conséquences

Documents p. 266-267 : Le difficile chemin vers les indépendances nationales :

1- Dans ce texte, Mahan un contre-amiral de la marine américaine, tente de comprendre d'où vient la grandeur de l'empire britannique. C'est lui qui mentionne le terme de Moyen-Orient pour la première

fois. On y voit l'importance de l'espace mésopotamien et des régions du Golfe dans les intérêts de l'Empire britannique dont les territoires s'étendent jusqu'à l'Inde. La stratégie anglaise consistait d'une part à s'appuyer sur les élites locales, d'autre part à contrôler les détroits et zones de passage (Gibraltar, Suez, Ormuz). Le Moyen-Orient est une zone stratégique sur les routes terrestres et maritimes entre l'Extrême-Orient et l'Europe par la Méditerranée. Grande puissance commerciale, et maritime, la Grande-Bretagne souhaite avoir des alliés fidèles dans ce territoire pour contrôler ses approvisionnements et plus généralement le commerce mondial.

2- La libération et l'indépendance des peuples du Moyen-Orient sont les arguments avancés par la Grande-Bretagne et la France pour s'implanter dans la région. En effet, persuadés d'être en avance dans l'échelle des civilisations, les autorités françaises et britanniques considèrent que les peuples d'Orient sont encore dans l'enfance et ont besoin d'un tuteur.

3- L'extension des empires coloniaux et les intérêts commerciaux des deux grandes puissances de l'époque, sur le déclin, il est vrai au début du XXe siècle, sont les motivations plus ou moins avouées des Européens. Le document 3 montre clairement comment les Français ont joué des divisions religieuses pour asseoir leur présence au Proche-Orient.

4- Le processus d'indépendance présente une grande régularité puisque, de 1918 à 1971, il ne se passe pratiquement pas une décennie sans qu'un nouvel État acquière son indépendance. On peut pourtant distinguer trois phases : le démembrement de l'Empire ottoman au lendemain de la Première Guerre mondiale, la période de décolonisation juste après la Seconde guerre mondiale, enfin la disparition de l'Empire colonial anglais de 1960 à 1971.

5- Outre la Palestine, dont le processus est en cours avec des démarches juridiques internationales, il convient d'évoquer le Kurdistan. Le problème kurde est apparu au grand jour à la suite de la décomposition de l'Irak après l'invasion anglo-américaine de 2003, et la chute de Saddam Hussein. Pourtant l'hypothèse de la création du Kurdistan avait été évoquée lors des différents traités qui avaient suivi la fin de la Première Guerre mondiale. En Turquie, le mouvement séparatiste kurde (PKK), très influent, est réprimé par le pouvoir turc et dans le nord de la Syrie, les Kurdes font l'objet d'un contrôle étroit de la part du gouvernement de Damas.

6- Deux principes se dégagent des documents proposés : d'une part les droits historiques, réels ou imaginés, voire religieux, d'autre part les décisions de l'Organisation des Nations Unies. Celles-ci s'appuient sur le sentiment national, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais l'ONU dispose de peu de moyens pour imposer ses décisions.

* Le **Moyen-Orient** joue un **rôle fondamental** dans la **Seconde Guerre mondiale**, en raison de l'importance stratégique du canal de Suez et des champs pétrolifères. Les **nationalismes arabes** doivent **s'effacer devant les impératifs de la guerre** : les **Britanniques prennent le contrôle de la Syrie au détriment des Français**, et **soumettent l'Iran en commun avec les Soviétiques** - avec un *accord prévoyant l'évacuation de l'Iran dans les six mois suivant la fin de la guerre* - et doivent **rétablir par la force leur autorité en Irak**, devenu le **centre de ralliement des nationalistes arabes anti-britanniques**.

* Les **lendemains de la Seconde Guerre mondiale** sont marqués par la **fin des mandats européens sur le Moyen-Orient** : les **Français doivent abandonner** leurs mandats sur le **Liban** et la **Syrie en 1946**.

Pour autant, l'**indépendance des États arabes** signifie un **second échec du panarabisme**, qui devient dès lors plus un rêve qu'une réalité.

Dans le même temps, les **États-Unis**, sortis de leur isolationnisme, **affirment leur présence dans la région**. Dès **1945**, le **Pacte de Quincy** est conclu entre le **président Roosevelt et le roi saoudien** afin de permettre l'**accès des États-Unis au pétrole saoudien en échange d'une protection militaire et d'une aide en matériel militaire américaine**. Au total, la **guerre** a entraîné la **fin de la prépondérance européenne au Moyen-Orient**.

* De plus, la **Palestine en tant qu'État disparaît de la carte du Moyen-Orient**. (**carte p. 267**)

Les **Britanniques évacuent la région** et, en **novembre 1947**, le **plan de partage voté par l'ONU** entraîne la **création de l'État d'Israël**, **proclamé par David Ben Gourion le 14 mai 1948**, et la **première guerre entre les Israéliens et leurs voisins**. Les **Etats arabes considèrent la Palestine** comme une **terre arabe et la création d'Israël comme une offense au monde arabe** dans son ensemble.

Tsahal (Forces de défense d'Israël, FDI) **remporte le conflit contre une coalition comprenant l'Égypte, l'Irak, la Syrie, la Transjordanie et le Liban**.

Des **centaines de milliers de Palestiniens** - 800 000 - **se réfugient dans Gaza, la Cisjordanie et le Liban**, **chassés ou partis de leur plein gré** dans l'espoir de revenir une fois Israël vaincu et détruit. Les **Palestiniens deviennent un peuple sans terre**.

II - LE MO AU COEUR DES RIVALITES INTERNATIONALES PENDANT LA GUERRE FROIDE 1947-1991

A- Le MO, enjeu de la GF

Documents p. 270-271 : L'intervention des grandes puissances : la GF

1- Les anciennes puissances coloniales que sont la France et la Grande-Bretagne continuent d'avoir une politique active au Moyen-Orient, mais leur influence décroît rapidement au fur et à mesure que croît la puissance américaine.

L'impérialisme des tsars de Russie a été relayé par la politique soviétique de lutte contre le capitalisme et le pouvoir américains dans le cadre de la Guerre froide.

2- Les ressources énergétiques gigantesques, la situation stratégique sur les grands axes du commerce mondial, et la proximité de l'URSS expliquent l'enjeu représenté par le Proche et Moyen-Orient au cours de la Guerre froide.

3- Infiltration par les services secrets, coups d'État, interventions militaires, soutiens logistiques et techniques (Assouan), liens commerciaux privilégiés, soutiens militaires aux régimes dictatoriaux locaux sont les différents modes d'intervention, simultanés ou successifs des deux Grands dans la région.

4- Ce sont essentiellement la recherche de l'indépendance politique et économique et, secondairement, l'anti-capitalisme qui poussent certains États, partis ou groupes, à rechercher l'alliance de l'URSS

* Dans le **contexte de la GF**, la région tout entière tombe sous l'**influence rivale des EU et de l'URSS**.

Les **EU** mènent une **politique contradictoire**, soutenant **successivement l'Arabie saoudite**, où leurs compagnies exploitent le pétrole, la **Turquie** (membre de l'OTAN dès 1952), **l'Irak et l'Iran** dans le cadre du **containment**, et **enfin Israël**, à partir des **années 1960**.

L'**URSS** s'appuie d'abord sur l'**Égypte de Nasser**, qu'elle aide à construire le **barrage d'Assouan** et qu'elle **équipe militairement**, puis sur **l'Irak et la Syrie**. Elle soutient aussi **activement** les **Palestiniens** dans leur lutte contre Israël.

Les **passages stratégiques** font l'objet d'une **surveillance maritime** particulièrement vigilante.

* Les **puissances européennes perdent leur influence** dans la région.

Les **armées** prennent place dans le **jeu politique**, souvent sous une **forme assez directe**,

par des **coups d'États** (Égypte 1952, Irak 1963). La **vie politique se polarise** autour de **questions fortes** comme l'**anti-impérialisme** (soutien aux luttes indépendantistes au Maghreb ou au peuple palestinien), le **panarabisme** (épisode de la République arabe unie en 1958, née de l'union de la Syrie et de l'Égypte, qui dura 2 ans).

C'est aussi la **période d'un modèle de développement nationaliste et socialiste**, caractérisé par le « **développementalisme** », alliance d'une **économie étatiste et d'une attention aux masses paysannes sur le modèle chinois** : c'est le cas de la Syrie, de l'Irak mais aussi de l'Égypte nassérienne.

Nasser veut **incarner dans tout le monde arabe l'émergence politique du 1/3 monde**. Il fait partie du **mouvement des non-alignés** (*mouvement créé en 1956 à l'initiative de l'Inde, de l'Égypte et de la Yougoslavie, dans le contexte de décolonisation. Il prône l'indépendance des nouveaux États face aux 2 blocs et soutient les mouvements de libération nationale*) et affirme haut et fort l'irruption de MO sur la scène internationale.

L'**apogée** de cette ferveur nationaliste est l'**épisode de la nationalisation du canal de Suez** par Nasser. En 1956, le **colonel Nasser** décide de **nationaliser le canal de Suez**, jusqu'alors exploité par une compagnie franco-britannique. Cette décision entraîne **immédiatement une intervention militaire conjointe des Français, des Britanniques et des Israéliens**, qui occupent militairement les sites stratégiques en Égypte. Mais l'**intervention est condamnée par l'ONU et l'URSS** menace de soutenir son allié égyptien. Les **États-Unis font pression** sur la France et le Royaume-Uni, qui sont **contraints de retirer leurs troupes**. Défaite des anciennes puissances européennes, la crise de Suez fait renaître pour un temps le **rêve de l'unité arabe et du non-alignement**.

* À partir des **années 1960**, les États de la région **profitent** de la **dépendance occidentale à l'égard du pétrole pour se réapproprier leurs ressources**. En 1960, l'Irak, l'Arabie saoudite et le Koweït fondent l'**Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)**, à l'origine de deux " **chocs pétroliers** " en 1973 et 1979. Face aux États industrialisés impliqués dans la guerre froide, cette organisation, qui **s'ouvre à d'autres États comme le Venezuela et l'Indonésie**, apparaît comme l'**une des rares organisations internationales à échapper à la logique de la guerre froide**.

B- Des guerres israélo-arabes au conflit israélo-palestinien

Documents p. 278 à 281 : La question palestinienne

I: La difficile naissance de l'État d'Israël :

1- Le plan de partage de l'ONU de 1947 ne satisfaisait personne, et les Arabes vivant en Palestine le refusent fermement en prenant les armes.

2- Les tensions entre juifs et non-juifs en Palestine commencent entre-deux-guerres. Pourtant la création de l'État d'Israël et la guerre qui s'ensuit débouchent sur l'exil d'une grande partie de la population arabe qui fuit les combats et les massacres perpétrés par les troupes armées israéliennes.

3- En 1948 apparaît la question des réfugiés palestiniens, déracinés et hébergés dans des camps dans les pays voisins. Mais en 1967, la question palestinienne change de nature puisque des territoires peuplés de Palestiniens et de réfugiés sont occupés par Israël à l'issue de la Guerre des Six-Jours.

4- Refusée par les populations arabes locales, l'indépendance de l'État d'Israël est immédiatement menacée par les États arabes voisins qui refusent de voir leur territoire amputé au profit d'un État dont une grande partie des habitants proviennent d'Europe. Les Arabes de la région voient Israël comme une nouvelle colonisation européenne après la période des mandats.

II : L'évolution du combat des Palestiniens : du terrorisme à la bataille juridique :

5- D'un problème de réfugiés, on passe à une occupation de territoires, non reconnue par l'ONU, par des forces armées qui défendent l'implantation dans ces régions de colonies de peuplement.

6- Pour attirer l'attention sur la situation en Palestine, des organisations politiques paramilitaires palestiniennes se lancent dans des actions terroristes internationales, visant des intérêts israéliens ou soi-disant israéliens.

7- Guerres rangées, résistance armée, terrorisme, à l'échelle locale ou internationale, bataille juridique et lobbying sont les différents modes de développement du conflit entre Israéliens et Palestiniens depuis 1948.

8- Après une phase où dominaient les actions terroristes (détournements d'avions, prises d'otages, assassinats, attentats), les Palestiniens ont porté leur combat sur le terrain juridique avec une intervention croissante dans les grandes institutions internationales.

9- Alors que pour l'instant seule la résolution 242 de l'ONU condamne Israël pour l'occupation des territoires, une série de plaintes pourraient être portées devant le tribunal international pour condamner diverses pratiques de l'État d'Israël, pratiques contraires aux conventions de Genève et à la Charte des droits de l'Homme (emprisonnements sans jugement, exécutions sommaires, dynamitage de maisons individuelles, représailles massives, blocus économique, colonisation des Territoires Occupés, torture).

Les **États arabes rejettent le plan de partage de l'ONU** : l'accepter aurait sous-entendu, du point de vue arabe, la reconnaissance du partage de la Palestine et donc d'Israël. **Aucun État palestinien ne voit donc le jour.**

Les États arabes voisins **entrent en guerre contre Israël le lendemain de la proclamation du nouvel État, le 14 mai 1948**, une fois les derniers soldats britanniques partis. La **défaite des armées arabes, mal équipées et mal coordonnées** conduit aux **conventions d'armistice de 1949** et à la mise en place de **frontières effectives** : les **gains territoriaux sont importants pour Israël** qui contrôle désormais **77% de l'ancienne Palestine**, au lieu des 56,5% prévus dans le plan de partage. La **Cisjordanie est annexée par la Jordanie** et la **bande de Gaza passe sous administration égyptienne.**

De **1948 au début des années 1970**, **4 guerres israélo-arabes** se succèdent. Elles s'accompagnent de **modifications de frontières et ont des conséquences qui dépassent la région**, comme la **guerre du Kippour de 1973** qui déclenche le **1° choc pétrolier**. La **guerre des 6 Jours (octobre 1967)** et celle du **Kippour (juin 1973)** confirment la **supériorité militaire d'Israël** sur ses voisins arabes. A l'occasion de la **guerre des 6 Jours**, Israël défait les armées égyptienne, syrienne et jordanienne et occupe le Sinaï, Gaza, la Cisjordanie, le plateau du Golan et Jérusalem-Est. Désormais en position dominante, **Israël refuse de se soumettre à la résolution 242 de l'ONU en se maintenant dans ces territoires occupés.**

Les **États arabes font de la non-reconnaissance d'Israël le fondement de leur politique étrangère**. Au sein de la **Ligue des États arabes** (LEA ou Ligue arabe) fondée en **1945**, la **lutte contre Israël fédère** et fait renaître les **rêves d'unité** qu'incarne un leader charismatique comme Nasser. Mais les ambitions personnelles de Nasser et surtout la **défaite de 1967** lors de la guerre des 6 Jours mettent un **terme au panarabisme.**

La **fin des années 1970** fait naître des **espoirs de paix**. Le **17 septembre 1978**, **Israël et l'Égypte d'Anouar el-Sadate signent les accords de Camp-David** qui servent de base au traité de paix entre les 2 pays en 1979. **Israël se retire du Sinaï et le restitue à l'Égypte**. Il s'agit du **1° traité de paix signé entre un pays arabe et Israël**. Accueilli avec **enthousiasme en Occident**, il est au contraire **rejeté par les autres pays arabes** qui accusent l'Égypte de trahison. L'Égypte est temporairement exclue de la LEA.

Ces guerres se doublent de l'**affirmation du problème palestinien**.

Le problème palestinien naît au **lendemain de la 1^o guerre israélo-arabe de 1948** : **750 000 Arabes palestiniens s'enfuient ou sont expulsés des territoires sous souveraineté israélienne** et se réfugient dans les pays arabes voisins (Jordanie, Syrie ou Liban) où ils sont souvent mal accueillis. 150 000 demeurent dans les frontières du nouvel État israélien. C'est la **nakhba** (« catastrophe » en arabe).

Dès **1948, Israël estime que ces départs sont volontaires et refuse tout droit de retour à ces réfugiés**, espérant qu'ils finiront à terme par se fondre dans les populations des pays où ils ont trouvé refuge. Le **conflit israélo-palestinien** est avant tout d'**ordre territorial** : **2 peuples se disputent une terre**.

La **question palestinienne est d'abord envisagée dans le cadre général de la nation arabe**. Mais **après la guerre des 6 Jours** et la conquête de la Cisjordanie et de Gaza, **1,5 million de Palestiniens se retrouvent sous la domination de l'État hébreu**. Le **nationalisme palestinien** s'organise au sein de l'**OLP**, créée en **1964**, **dirigée à partir de 1969 par Yasser Arafat** et qui se fixe comme **objectif la destruction de l'État d'Israël et la création d'une Palestine indépendante**.

L'**OLP** fait désormais de la **lutte armée et des attentats terroristes**, en Israël et dans le monde entier, ses **principaux moyens d'action**. **Plusieurs opérations spectaculaires** comme le **détournement d'avions** ou le **massacre des athlètes israéliens lors des JO de Munich en 1972**, indignent l'opinion internationale et sont **condamnées par plusieurs États arabes**, révélant de **profondes divisions au sein du monde arabe**.

En **septembre 1970**, la **monarchie jordanienne ordonne le massacre de réfugiés palestiniens (« septembre noir »)** qui sont considérés comme une menace pour la stabilité du pays. L'**OLP s'installe alors au Liban**.

L'**intervention israélienne au Liban en 1982** (pour en chasser l'OLP) **affaiblit durablement l'organisation** qui y avait établi son siège et en est chassée. Son chef, **Yasser Arafat, se réfugie en Tunisie et déclare en 1988 renoncer au terrorisme**.

Mais **dans le même temps, en décembre 1987**, les **Palestiniens des territoires occupés déclenchent l'Intifada** (soulèvement qui se traduit par une « **guerre des pierres** »), provoquant une **vague de répression**. C'est alors que naît le **mouvement palestinien islamiste du Hamas** qui **transpose le conflit sur le plan religieux et se bat pour la destruction totale d'Israël**.

C- Des conflits régionaux aux enjeux mondiaux

Les espoirs de paix dans la région s'effacent à la fin des années 1970 devant la reprise des tensions.

La GF gagne l'Afghanistan, où les Soviétiques interviennent militairement en 1979 pour soutenir un régime pro-soviétique installé à Kaboul, contre des moudjahidines armés par les EU. Les troupes de l'Armée rouge contrôlent les principales villes, mais s'enlisent dans les combats contre les moudjahidines. La guerre dure dix ans et laisse un pays politiquement éclaté aux mains des chefs de milices tribales.

En 1979, le régime pro-occidental du shah d'Iran est renversé par une révolution islamiste conduite par l'ayatollah Khomeiny.

Pendant 8 ans, de 1980 à 1988, l'Irak de Saddam Hussein affronte l'Iran de Khomeiny, pour le contrôle des zones frontières du Chatt el arab et du Khuzistan, où se font face les installations pétrolières des 2 pays. Un cessez-le-feu sans vainqueur est finalement conclu en 1988.

Au Liban, une guerre civile éclate en 1975 opposant les communautés religieuses qui se partagent le pouvoir : Chrétiens, sunnites, chiites et druzes. Les camps de réfugiés palestiniens sont pris pour cible par les phalanges chrétiennes et, de leur côté, les Palestiniens massacrent des civils chrétiens et mènent une guérilla urbaine. Le conflit s'étend et entraîne une première intervention militaire de la Syrie, inquiète du basculement possible de l'équilibre des forces dans un État qu'elle considère comme appartenant à sa zone d'influence. Israël intervient à son tour en 1982 en lançant l'opération " Paix en Galilée ". Israël envahit le Liban et assiège Beyrouth pour mettre fin à la présence palestinienne au Liban. La ville est très endommagée par les bombardements. Yasser Arafat et l'OLP, doivent évacuer le pays. Mais l'opération est désastreuse pour l'image internationale d'Israël, notamment à cause des massacres dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, perpétrés par des milices chrétiennes, mais que les Israéliens, au courant de l'opération, ont laissé accomplir. Des accords de paix israélo-libanais sont signés, mais ils ne sont pas reconnus par la Syrie ni par l'OLP.

Le conflit se complique encore avec la formation du Hezbollah, mouvement armé chiite libanais, soutenu par l'Iran et la Syrie, lequel devient l'adversaire principal d'Israël. En 1989, les accords de Taëf (Arabie Saoudite) sont signés: ils prévoient une répartition équilibrée des pouvoirs au Liban. Toutefois, le pays reste en partie occupé par la Syrie et le Hezbollah continue de mener depuis le Sud des attaques contre Israël, qui bombarde ses positions à plusieurs reprises.

III - De nouvelles conflictualités depuis la fin de la guerre froide

Documents p. 272-273 : Les conséquences de la fin de la GF

1- Croissance du chiffre d'affaires (multiplication par 3 en moyenne) et concentration sont les deux phénomènes majeurs affectant les compagnies pétrolières au début du XXIe siècle.

2- Le chiffre d'affaires de certaines compagnies pétrolières est plus élevé que le budget de la France. Il faut faire attention que le chiffre d'affaires désigne l'ensemble des ventes au cours d'une année (de biens et de services), alors que le budget de la France correspond à l'ensemble des recettes et des dépenses de l'État français. Les deux éléments ne sont pas vraiment comparables, terme à terme, mais le rapprochement donne une idée de la puissance financière des compagnies pétrolières.

3- Ces compagnies étant des multinationales, même si à l'origine se trouvent souvent des compagnies nationales, on peut imaginer le « lobbying » qu'elles peuvent exercer sur des gouvernements pour la défense de leurs intérêts, les moyens financiers qu'elles peuvent utiliser pour influencer tel ou tel vote dans des assemblées (en particulier aux États-Unis où c'est une pratique courante et légale).

4- C'est au nom de la libération et de l'indépendance du peuple irakien, du respect des droits de l'Homme, de l'État de droit, et de la reconstruction du pays (détruit par les armées internationales en 1991, anglo-américaines en 2003 !) qu'est justifiée l'invasion de l'Irak en 2003.

5- La diversification de l'approvisionnement en matières premières, l'indépendance énergétique des États-Unis et la certitude qu'aucune puissance ne pourra utiliser l'arme énergétique contre les États-Unis ou l'Europe conduisent les grandes puissances consommatrices à intervenir dans la région.

6- L'intérêt est grand en termes de responsabilité d'État : la mort d'un mercenaire travaillant dans une troupe privée n'a pas le même impact aux États-Unis que la mort d'un soldat officiel. En outre, l'État américain peut dégager sa responsabilité s'il y a des bavures. Enfin l'utilisation de troupes privées a les avantages et les inconvénients de la sous-traitance : dès la guerre finie, on cesse de payer le prestataire. En revanche, il faut continuer à payer les pensions des soldats de l'armée régulière, les pensions de guerre en cas de blessures, les indemnités à la famille en cas de décès. L'inconvénient, c'est que l'utilisation d'un sous-traitant coûte à court terme beaucoup plus cher, car les mercenaires prennent des assurances privées pour couvrir les risques qu'ils encourent. Paradoxalement les troupes privées américaines de Blackwater étaient beaucoup mieux armées et équipées que les troupes régulières.

7- Il y a eu de manière évidente un vaste mouvement d'indépendances nationales, mais paradoxalement, la fragmentation de la région en de nombreux États, voulue par les anciennes puissances coloniales, a affaibli la région et a favorisé l'émergence de nouvelles formes de dépendance : économiques et politiques.

A- Des tensions persistantes dans les années 1990

L'Iran cherche à **devenir une puissance régionale**, **soutenant la Syrie** mais aussi les **groupes chiites du Moyen-Orient**. Les **États-Unis** sont alors poussés à **se rapprocher de l'Arabie saoudite**, d'autant plus que l'**Irak de Saddam Hussein mène une politique agressive à l'égard de ses voisins**.

En **envahissant le Koweït en 1990** (accusé de pomper dans les nappes pétrolifères irakiennes), l'Irak suscite **contre lui une coalition internationale menée par les États-Unis**. Cette **guerre du Golfe** prend immédiatement une **dimension internationale**, avec la **neutralité de l'URSS**. En fait, **Saddam Hussein cherche à se poser en nouvelle figure de l'anti-impérialisme**, prenant pour **cible dans la région ses voisins chiites, mais également les monarchies pétrolières pro-EU**. C'est dans cette période qu'il **fait ajouter au drapeau irakien, entre les étoiles vertes, la phrase Allaou akbar (« Dieu est plus grand »)**, opérant un **nouveau syncrétisme entre nationalisme arabe, anti-impérialisme et islam**. En **janvier 1991**, l'opération "**Tempête du désert**" permet d'**écraser l'Irak et de libérer le Koweït**. Mais les **EU maintiennent en place le régime de Saddam Hussein** qui pourtant **massacre les chiites et les kurdes** révoltés contre lui.

L'invasion du Koweït par l'Irak fonde un **nouvel ordre mondial qui repose, selon le président EU G. Bush, sur le multilatéralisme et le respect du droit international**.

Mais la **montée de l'islamisme dans la région depuis 1979**, est un **élément déstabilisateur**. Les **mouvements islamistes contestent la présence occidentale** dans les lieux saints en Arabie saoudite et le soutien à Israël. Ces mouvements **se renforcent au Liban avec le Hezbollah chiite pro-iranien** et à Gaza avec le Hamas, proche des Frères musulmans.

Le **mouvement Al Qaïda, d'Oussama Ben Laden**, appelle au **djihad** et lance une **campagne d'attentats contre l'Occident qui culmine le 11 septembre 2001 aux EU**.

Ces attentats du 11 septembre 2001 défient l'hyperpuissance EU qui considère qu'un « **axe du mal** » passe par le MO.

Les EU désignent **2 États comme responsables** : l'Afghanistan, terre d'accueil des **djihadistes**, et l'Irak, **accusé de fabriquer et de posséder des armes de destruction massive**. Si **l'intervention en Afghanistan se fait avec l'autorisation de l'ONU**, l'invasion de l'Irak en 2003, marque le **retour à un nouvel unilatéralisme des EU**, seule puissance qui détient les moyens d'agir dans une région stratégique pour les économies des pays du Nord.

Le **1^{er} mai 2011**, un commando EU **exécute Ben Laden** caché au Pakistan.

Certes, le **renversement des dictatures des Talibans et de Saddam Hussein a rencontré l'assentiment d'une grande partie des populations locales**, mais la **reconstruction de ces pays s'accompagne de nombreuses incertitudes**, dans un **MO profondément divisé entre**

communautés et où la **présence occidentale heurte les sentiments religieux et nationalistes**.

La **chute du régime irakien a fait place à des affrontements sanglants entre chiïtes et sunnites**. Les **talibans restent fortement implantés en Afghanistan**. Le retrait amorcé en **2011** des troupes occidentales de ces deux pays ouvre une ère d'incertitude. Des **guérillas islamistes se développent en Irak**, au **sud de la péninsule arabique**, au **sud-Liban et dans la bande de Gaza**. **Al-Qaïda** a développé une **"nébuleuse " s'étendant de l'Afghanistan et du Pakistan au Maghreb (AQMI) en passant par le péninsule arabique (AQPA)**.

L'**affaiblissement de l'Irak profite par contrecoup à l'Iran** qui se pose en puissance régionale et **cherche à se doter de l'arme nucléaire**, depuis l'élection de Mahmoud Ahmadinejad en 2005.

Par ailleurs, le « **printemps arabe** », qui **commence en Tunisie en 2010**, a un **impact** important au MO et se traduit par des **changements politiques et des heurts**.

Document 1 p. 275 : États et systèmes politiques au MO

Ce tableau un peu complexe, et qu'il n'est pas question d'expliquer en détail, est destiné à montrer justement la complexité et la diversité des structures étatiques apparues au XXe siècle au Proche et Moyen-Orient : monarchies, républiques, régimes présidentiels ou partis uniques, systèmes religieux ou laïcs. «Élections plébiscitaires » désignent des élections où il n'y a qu'un seul candidat, le dictateur, qui obtient généralement un score de plus de 90 %. On notera, dans un certain nombre d'États, l'importance des services de renseignements et de la police pour le contrôle des populations, dans d'autres la possibilité d'alternances politiques (Iran, Turquie, Jordanie), c'est-à-dire une forme de démocratie dans des systèmes très différents des démocraties occidentales, enfin le fait que le pouvoir est souvent le fait de coalitions ou de compromis (entre clientèles, minorités ethniques ou religieuses).

Réponses aux questions

1- On trouve des dictatures et des démocraties, des monarchies ou des régimes présidentiels, des systèmes communautaires, religieux ou laïcs.

2- Le trait commun est le rôle de l'armée, de la police et des services de renseignements, comme acteur important de la vie politique.

3- On peut avancer plusieurs raisons : l'ingérence internationale permanente et la volonté d'indépendance conduisent à un rôle important de l'armée, la diversité des populations (langue, religion), ainsi que le rôle des familles et des rapports informels de clientèle.

Parti du Maghreb en 2010 (chute du président Ben Ali en Tunisie), un vaste mouvement de protestation se propage au MO au printemps 2011 : l'Égyptien Moubarak et le libyen Kadhafi sont renversés, d'autres régimes politiques sont sérieusement menacés : Yémen, Syrie où la répression est sanglante.

L'espoir des Occidentaux qui ont soutenu le « printemps arabe » est que les progrès de la démocratie permettent l'instauration d'une paix durable au MO.

B- Régler le conflit israélo-palestinien ?

1° - Les espoirs de paix: 1990-1995

La fin de la GF et la guerre du Golfe redistribuent les cartes dans tout le MO. C'est l'occasion pour les EU (leur président George Bush pense que le temps de la paix entre Israël et les Arabes est venu) de **provoquer à Madrid en 1991 une grande conférence réunissant Israël, pays arabes et Palestiniens. En parallèle se tiennent à Oslo des négociations secrètes entre Israéliens et Palestiniens.**

Le 13 septembre 1993, ces pourparlers aboutissent à une **déclaration de principes signée à Washington en présence de Yasser Arafat, Yitzhak Rabin, 1° ministre israélien et du président EU Bill Clinton.** Le texte **implique une reconnaissance mutuelle officielle entre Israël et l'OLP** et jette les bases d'un processus de paix.

Les **accords d'Oslo** (en fait, **succession de textes élaborés et signés entre 1993 et 1995**) prévoient la **création d'un Autorité palestinienne**, composée d'un **président, d'un gouvernement et d'un Parlement**, et le **transfert progressif des territoires occupés à cette Autorité.** Le **processus doit s'étendre sur 5 ans.**

Cependant, les **sujets les plus épineux ne sont pas abordés** : **sort des réfugiés palestiniens, statut de Jérusalem-Est (annexée par Israël mais dont les Palestiniens veulent faire leur capitale), question du futur État palestinien et ses frontières, colonies israéliennes présentes dans les territoires occupés...**

2° - Un processus bloqué depuis 1995

Mais le processus de paix entamé au lendemain de la première Guerre du Golfe est **éphémère.** Le **rejet du plan de paix par les extrémistes des 2 bords**, qui **refusent tout compromis**, explique l'enlisement du processus. Le **Hamas, très populaire dans les quartiers pauvres** de Gaza, **multiplie les attentats contre la population civile d'Israël**, tandis que **Yitzhak Rabin est assassiné le 4 novembre 1995 par un extrémiste juif.** Par ailleurs **le Likoud (force politique hostile aux négociations)** revient au **pouvoir en Israël en 1996** et **relance le processus de colonisation dans les territoires occupés.**

Une **ultime tentative** pour réactiver le processus a lieu à **Washington en juillet 2000.** C'est un **échec complet.** Le **28 septembre, la visite d'Ariel Sharon, leader du Likoud, sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem, met le feu aux poudres** : manifestations palestiniennes, répressions... C'est le **début de la 2° Intifada, beaucoup plus organisée et violente que la 1°.** Peut-on alors en déduire que la **paix est impossible ?**

Si **Israël a bien évacué la bande de Gaza en 2005**, en **Cisjordanie, la colonisation se**

poursuit (110 000 colons juifs en 1993, 280 000 en 2010) et **l'Autorité palestinienne ne contrôle que 40% du territoire, sous forme de zones éparses qui ne peuvent communiquer entre elles.**

Dans les territoires occupés, **les Palestiniens se divisent.** La **bande de Gaza** est passée depuis les élections palestiniennes de 2006 **sous le contrôle des islamistes radicaux du Hamas, hostiles à l'OLP.** La **Cisjordanie** est quant à elle, **toujours dirigée par l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas.**

Les **Israéliens bloquent toute négociation autour de la construction d'un État palestinien,** allant jusqu'à faire **édifier un mur de séparation pour isoler la Cisjordanie, encourager la colonisation** et **jouer la division des Palestiniens pour empêcher l'apparition d'un interlocuteur unique.** **Une partie du territoire revendiqué par les Palestiniens est de ce fait intégrée dans l'État d'Israël.**

Enfin, les **attentats suicides du Hamas et les interventions armées d'Israël,** notamment au Liban en 2006 (pour affaiblir le Hezbollah) et à Gaza en 2008-2009, **ne font qu'accroître les tensions.**

En **septembre 2011,** la **demande de reconnaissance d'un Etat palestinien à l'ONU** se heurte à la **protestation d'Israël et des EU** qui veulent le respect des accords conclus en 2003.

Cette situation **bloque toute avancée diplomatique** et l'espoir né des accords d'Oslo est désormais bien loin.

Conclusion

Le **PO** est composé d'une **mosaïque de peuples et de communautés religieuses** dont les **intérêts peuvent s'affronter**. **Berceau des religions monothéistes**, la région **abrite les lieux saints** dont le contrôle constitue un **enjeu essentiel**. La **liberté d'accès aux ports de la région**, carrefour terrestre et maritime vers l'Asie, revêt une **dimension stratégique**.

A ces enjeux viennent s'ajouter la **possession d'une grande part des réserves pétrolières** mondiales, source de richesse essentielle pour les pays de la région et de convoitises des puissances industrielles occidentales.

En imposant de **nouvelles frontières, souvent mal acceptées**, le système des mandats et la décolonisation **attisent les rivalités entre communautés ethniques ou religieuses**. A la fin de la 2°GM, la plupart des pays de la région accèdent à l'indépendance mais l'**espoir d'une nation arabe unie n'est pas réalisé**.

La **création d'Israël en 1948** transforme la situation de la **Palestine en foyer d'un conflit israélo-arabe qui éclate à 4 reprises** (1948, 1956, 1967, 1973). La **GF attise les rivalités** entre les autres pays qui dégénèrent parfois en guerres internationales (Iran-Irak 1980-1988) ou en guerres civiles (chrétiens-musulmans au Liban, sunnites-chiites-kurdes en Irak). L'**islamisme progresse** : en Iran, la révolution islamique de 1979 dénonce le « Grand Satan » EU, en Afghanistan les moudjahiddin résistent à l'occupation soviétique.

La **région reste tendue dans les années 1990-2000**, malgré les espoirs de paix nés des accords d'Oslo de 1993. Les **interventions étrangères se multiplient**, liées au terrorisme ou au pétrole (Irak 2003). De **nouvelles tensions** se dessinent, telles que les rivalités pour les matières 1° ou les contestations démocratiques internes.

Examen :

Si question majeure : une composition sur plusieurs parties de la séquence, elle pourra comporter un ou plusieurs schémas.

Si question mineure : une étude critique de document(s) sur une ou plusieurs parties de la séquence.